

Le Journal des décideurs

du Bénin

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com



SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Gestion publique

Le Gouvernement béninois poursuit ses actions en faveur de l'inclusion des personnes

Le mardi 15 Juillet 2025, une délégation de la Fédération des Associations des Personnes Handicapées du Bénin conduite par ... • (Page 11)

Financement des économies

Remarquable dynamisme du Crédit Bancaire dans l'UEMOA en 2024

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a récemment publié son rapport sur les conditions ... • (Page 04)

Logement pour tous dans l'UEMOA

La CRRH UEMOA lance le programme de titrisation ZAKA



Inflation au Bénin

Cap sur la stabilité des prix à moyen terme

• (Page 03)

Secteur de l'énergie au Bénin

Le nouveau DG de la SBEE prend service

La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) a connu un moment clé de son histoire le vendredi 18 ... • (Page 10)

Modernisation de la Protection civile

Le Bénin et l'AFD signent un partenariat de 5,2 milliards FCFA

La France, à travers l'Agence Française de Développement (AFD), appuie le ... • (Page 04)

Services financiers numériques

L'ANSSFD outille les IMF sur les stratégies de digitalisation

Les 22 & 23 Juillet 2025, l'Agence nationale de Surveillance des Systèmes financiers décentralisés (ANSSFD), organise à Cotonou un atelier de renforcement de capacités des ... • (Page 09)

TICAD 9 en août 2025

Le Japon accueille l'Afrique pour co-crée les solutions de demain

La 9ème Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 9) se tiendra ... • (Page 02)



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	601.00	655.95	766.75	0.41	41.28	32.89	3.82	82.50	163.25	7.26

TICAD 9 en août 2025

Le Japon accueille l'Afrique pour co-crée les solutions de demain

La 9^{ème} Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 9) se tiendra du 20 au 22 août 2025 à Yokohama. Cette édition mise sur les synergies technologiques, économiques et sociales pour répondre aux défis du continent africain dans un monde en recomposition.



• Sylvestre TCHOMAKOU

Alors que le continent africain se prépare à accueillir 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, dont une majorité de jeunes, les enjeux de son développement appellent une nouvelle approche. C'est dans cet esprit que la TICAD 9 s'ouvre à Yokohama, du 20 au 22 août 2025, avec pour mot d'ordre, la co-création de solutions innovantes, en s'appuyant sur l'expertise technologique japonaise et le dynamisme des sociétés africaines. Initiée depuis 1993 par le gouvernement japonais, la TICAD sert de plateforme ouverte, inclusive et multilatérale pour le dialogue entre le Japon, l'Afrique et les partenaires au développement. Cette neuvième édition aborde trois grands axes, à savoir : l'économie, la paix et la société, en intégrant des dimensions transversales telles que « le développement durable piloté par le secteur privé », « les jeunes et les femmes », « l'intégration régionale » et « le renforcement de la connec-

tivité à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique ».

Un rendez-vous d'affaires et de promotion de la démocratie

Sur le plan économique, la TICAD entend renforcer les infrastructures durables via le secteur privé, stimuler l'intégration régionale et consolider la diversification industrielle de l'Afrique. Un objectif qui cadre avec les besoins croissants en connectivité, transport et chaînes de valeur africaines. En matière de gouvernance, la conférence entend mettre en avant le rôle des initiatives africaines dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. « Promouvoir la démocratie, la bonne gouvernance et l'État de droit » est au cœur de l'agenda. La perspective de renforcer les communautés locales et d'appuyer la politique FPS (Femmes, Paix et Sécurité) souligne l'orientation inclusive du forum. Côté social, la TICAD 9 souhaite accélérer la transformation des

systèmes éducatifs et de santé. Au programme : renforcement des ressources humaines, élargissement de la couverture sanitaire universelle, lutte contre les épidémies et promotion d'environnements résilients face aux catastrophes. Des événements parallèles : expositions, séminaires, panels, etc., animés par des entreprises privées, des organisations internationales et des acteurs de la société civile rythmeront ces trois jours de réflexions.

À travers ce forum, le Japon cherche aussi à inscrire sa coopération dans une logique de réciprocité et de co-développement. « Renforcer la coopération japonaise avec les pays africains dans le cadre de la TICAD contribuera à promouvoir la gouvernance inclusive et responsable à l'échelle mondiale », rappellent les organisateurs. Yokohama se présente ainsi comme le carrefour d'un dialogue entre tradition diplomatique et innovation, entre les défis du présent et les promesses de l'avenir partagé Afrique-Japon.

AUX DECIDEURS...

Ce que je crois : La renaissance du port de Cotonou

On croyait avoir tout vu, tout lu..., mais non ! les gens de mauvaise langue ont une capacité infinie d'étendre leurs limites. Karl Marx (prions pour son âme) l'avait, certes, prévu, mais, tout de même, on ne croyait pas que le marketing des illusionnistes et la transcendance de la bienfaisance pouvaient, un jour se rencontrer si spectaculairement.

« Le port autonome de Cotonou est vide. Plus de clients ! Le port autonome de Cotonou est mort. Tous les usagers sont allés à Lomé ». Ce sont des jérémiades souvent entendues des populations et d'autres individus utilisateurs du port de Cotonou. Pour ces populations, le port de Cotonou est en train de souffrir de la mesure prise par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). L'une de ces mesures est relative à la fermeture des frontières terrestres, maritimes et aériennes.

C'est avec stupéfaction qu'on relève dans la presse l'information suivante : « Grâce au Niger, le commerce portuaire est florissant et les transporteurs ont désormais la possibilité de faire des échanges entre le Bénin et le Niger. C'est la République du Niger qui, par l'entremise de ses transporteurs et ses commerçants, que le Bénin arrive à payer les émoluments de ses agents ».

Non ! Le Niger et le Bénin ont un destin condamné à vivre ensemble ; quoi qu'en soit le tourbillon qu'il y a, aujourd'hui, ils se retrouveront. Le réseau routier Ouest-Africain indique clairement que celui du Bénin est très favorable pour le Niger.

On voit mal un commerçant ou un transporteur nigérien s'adresser directement au Togo sans faire un détour par le réseau routier du Bénin. On comprend dès lors que ces gens-là ont, malheureusement puni leurs populations. Ce que je crois, c'est que le Niger sans l'intermédiaire routier du Bénin mettra le peuple commerçant et celui de transporteur dans le potopoto.

Voilà au moins une direction convenable où le Bénin a un avantage certain sur le Togo. Malgré les avantages que ce dernier accorde au Burkina, Mali et le Niger. Il est souligné dans la note de l'Office togolais des recettes (Otr) publiée le lundi 19 février 2024 que « seules les marchandises débarquées au port de Lomé bénéficieront de la suspension de la redevance statistique ». Pour les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) ladite redevance, initialement fixée à 2%, est ramenée à 1% du tarif extérieur commun. Concurrence déloyale, n'est-ce pas ? Cette concurrence ne pourra influencer le Bénin.

A quel jeu jouent les autorités nigériennes ? pensent-elles rendre service aux populations qui meurent de faim au Niger ?

En tout cas, le port autonome de Cotonou de par son fonctionnement contribue considérablement aux recettes de l'État nonobstant les actions ambiguës, floues notées par-ci et par-là par les pays de l'hinterland notamment le Niger. Le secteur portuaire est une chaîne à plusieurs maillons d'activités concourant à la satisfaction des différents usagers.

L'intervention de plusieurs entreprises dans le port s'avère nécessaire. Elles développent leurs activités dans les domaines de l'importation, de l'exportation, de la manutention, de la consignation, du transit, de relevage, de transport et d'avitaillement. Mais leur contribution à la rentabilité économique du port est tributaire de leur gestion courante et stratégique. Pour les pays de l'hinterland, leur vitalité est tributaire du dynamisme de leurs relations avec les pays côtiers. Cependant, Bart Van Eenoo, un homme de nationalité Belge fait-il tourner tous les secteurs du port ? Oui, c'est ce que je crois !

Jules AFFODJI

Cari du jour



Eco secret

Investissements : La Namibie ouvre les bras à Dangote pour un projet de construction d'un terminal pétrolier

Dans sa vision prospective de positionner son pays et de rendre plus attractif le port maritime du pays, la nouvelle présidente de la Namibie a réussi à attirer le géant pétrolier nigérien Dangote Petroleum Refinery qui a annoncé son intention de construire un important terminal pétrolier dans le port stratégique de Walvis Bay..

Logement pour tous dans l'UEMOA

La CRRH UEMOA lance le programme de titrisation ZAKA

La Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CRRH-UEMOA), avec le soutien de BOAD Titrisation, vient de lancer la première titrisation de créances hypothécaires résidentielles.

- *Falco VIGNON*

Dénommée RMBS (Residential Mortgage-Backed Securities), l'opération permet de mobiliser l'épargne au service du logement à travers une structuration en tranches différenciées. La période de souscription est ouverte du 22 juillet au 22 août 2025. Le prix unitaire de chaque obligation est fixé à 10 000 F CFA, ce qui rend l'investissement accessible à un large public, institutionnel ou indivi-

duel. L'émission comprend trois tranches distinctes selon la durée de maturité : Tranche Senior et Mezzanine pour une maturité de 11 ans ; Tranche Junior avec une maturité de 20 ans.

Cette opération ZAKA inaugure un modèle reproductible dans les années à venir, destiné à renforcer le financement à long terme du logement abordable dans l'Union. D'autres projets de même nature sont d'ores et déjà à l'étude avec d'autres banques de l'Union.

Le lancement du premier RMBS de l'UEMOA constitue une opération pionnière en faveur du financement du logement abordable et de la promotion d'une finance durable. Inscrite dans le cadre du programme de titrisation ZAKA, cette initiative marque une étape majeure et innovante dans le développement du marché financier régional, ouvrant la voie à de nouvelles formes de mobilisation de capitaux au service de l'économie réelle.

Il faut préciser que le nom du programme, évoque l'idée de « foyer » ou de « famille », notions universelles qui résonnent profondément avec les aspirations des populations en matière de logement. Ce choix symbolique traduit la vocation sociale de l'opération : favoriser l'accès à un habitat digne, stable et inclusif, au cœur des priorités familiales et communautaires dans l'UEMOA.

Selon les caractéristiques de la levée de fonds, l'opéra-

tion est structurée en trois tranches de titres adossés à un portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. Il s'agit de ; Une tranche senior d'un montant de 7,25 milliards FCFA, notée AAA par GCR ; Une tranche mezzanine de 2 milliards FCFA ; Une tranche junior de 750 millions FCFA, non notée, entièrement souscrite par NSIA Banque CI. Cette initiative inédite, fruit d'une collaboration entre trois institutions financières majeures, vise à démocratiser l'accès au logement

abordable tout en renforçant la capacité des banques à mobiliser des ressources à long terme.

Pour rappel, créée en 2010, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine a pour mission de promouvoir l'accès à l'habitat décent dans les huit pays de l'UEMOA, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.




proposent le PROGRAMME de TITRISATION ZAKA

APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE FCTC RMBS ZAKA NSIA BANQUE CÔTE D'IVOIRE 2025-2044.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UN INVESTISSEMENT ENGAGÉ : DES LOGEMENTS POUR TOUS !

10 milliards
de FCFA

TRANCHE SENIOR

7% Taux d'intérêt | 7,25 Milliards de FCFA

TRANCHE MEZZANINE

9% Taux d'intérêt | 2 Milliards de FCFA

TRANCHE JUNIOR

Détenu par le cédant | 750 Millions de FCFA

Période de souscription : du 22 juillet au 22 Août - Prix de l'obligation : 10 000 F CFA

Maturité : Tranche Senior et Mezzanine, 11 ans / Tranche Junior, 20 ans.

Pour plus d'informations : zaka-uemoa.org

Investisseur de référence

SPONSOR

ARRANGEUR ET SOCIÉTÉ DE GESTION

CO-CHEFS DE FILE

Cette opération a été autorisée par l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA) sous le n° FCTC/2025-01/CO-02-2025/NI-01-2025

Lancement historique du premier RMBS de l'UEMOA : une opération pionnière pour financer le logement abordable et promouvoir une finance durable

La première titrisation de créances hypothécaires résidentielles (RMBS - Residential Mortgage-Backed Securities) de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), réalisée dans le cadre du programme de titrisation ZAKA, vient d'être lancée avec succès sous le nom de compartiment « ZAKA NSIA CI », pour un montant total de 10 milliards FCFA. Cette opération marque une étape historique et innovante dans le développement du Marché Financier Régional.

Le nom du programme, **ZAKA**, évoque l'idée de « foyer » ou de « famille », notions universelles qui résonnent profondément avec les aspirations des populations en matière de logement. Ce choix symbolique traduit la vocation sociale de l'opération : favoriser l'accès à un habitat digne, stable et inclusif, au cœur des priorités familiales et communautaires dans l'UEMOA.

L'opération est structurée en trois tranches de titres adossés à un portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels :

- Une tranche senior d'un montant de 7,25 milliards FCFA, notée AAA par GCR ;
- Une tranche mezzanine de 2 milliards FCFA ;
- Une tranche junior de 750 millions FCFA, non notée, entièrement souscrite par NSIA Banque CI.

Cette initiative inédite, fruit d'une collaboration entre trois institutions financières majeures, vise à démocratiser l'accès au logement abordable tout en renforçant la capacité des banques à mobiliser des ressources à long terme.

Les acteurs clés de cette transaction sont :

- **NSIA Banque Côte d'Ivoire**, banque cédante, acteur bancaire régional majeur, reconnu pour son engagement en faveur de la finance durable et du logement accessible dans la région ;
- **CRRH-UEMOA**, sponsor de l'opération, qui, fidèle à sa mission, élargit ses interventions au-delà du refinancement classique de prêts hypothécaires pour promouvoir des instruments innovants au service du logement ;
- **BOAD Titrisation**, arrangeur de l'opération et société de gestion du Fonds Communs de Titrisation (FCTC), pionnier et expert reconnu dans le domaine des opérations de titrisation en Afrique de l'Ouest.

L'ensemble de la structuration est conforme au cadre juridique de l'UEMOA, et a reçu l'agrément de l'AMF-UEMOA.

Selon Yedau OGOUNDELE, Directrice Générale de la CRRH-UEMOA :

« Ce projet s'inscrit pleinement dans notre vision de démocratiser l'accès au logement tout en encourageant des partenariats structurants avec des acteurs spécialisés comme BOAD Titrisation. Le compartiment « ZAKA NSIA CI » est une première concrétisation du programme ZAKA, qui ouvre une nouvelle voie pour mobiliser durablement des ressources au service de nos objectifs sociaux. »

Suivant l'avis de Léonce YACE, Directeur Général de NSIA Banque Côte d'Ivoire :

« Cette opération illustre notre engagement en faveur d'une finance régionale durable et de solutions concrètes pour le logement accessible. En tant qu'acteur bancaire de référence dans l'UEMOA, nous sommes fiers de participer à une initiative qui combine innovation financière et impact social tangible. Ce RMBS est une première, mais aussi un catalyseur pour de futures solutions structurées au service du développement. »

D'après Adjé M'BAYE, Directrice Générale de BOAD Titrisation :

« En tant que pionnier de la titrisation dans la région, nous sommes honorés d'avoir arrangé cette transaction emblématique. Elle démontre le potentiel des marchés de capitaux à répondre à des enjeux sociaux stratégiques, comme l'accès au logement. Ce partenariat avec la CRRH-UEMOA et NSIA Banque Côte d'Ivoire illustre parfaitement la puissance de la collaboration pour faire émerger des instruments innovants et durables. »

Cette opération ZAKA inaugure un modèle reproductible dans les années à venir, destiné à renforcer le financement à long terme du logement abordable dans l'Union. D'autres projets de même nature sont d'ores et déjà à l'étude avec d'autres banques de l'Union.

Contacts

NSIA Banque Côte d'Ivoire

C-22 Rue Goyavier, Avenue Jean Mermoz - Cocody, Abidjan
Email : relations.investisseurs@nsiabankue.com

CRRH-UEMOA

68, avenue de la libération,
BP : 1172 Lomé - TOGO
Email : infos@crrhuemoa.org
Tél : (+228) 22 23 27 22 / 22 23 58 30

BOAD TITRISATION

68, avenue de la libération
B.P : 1172 Lomé TOGO
Email : info@boadtitrisation.org
Tél : (+228) 22 23 25 28

Modernisation de la Protection civile

Le Bénin et l'AFD signent un partenariat de 5,2 milliards FCFA

La France, à travers l'Agence Française de Développement (AFD), appuie le Bénin sur un ambitieux projet de modernisation de la protection civile. Dans ce cadre, le Ministre de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni, et la Directrice de l'AFD au Bénin, Laure Weisgerber, ont signé, vendredi 19 juillet 2025, une convention de financement. Par cet accord, le gouvernement béninois renforce ses dispositifs de réponse aux urgences.



● Belmondo ATIKPO

La cérémonie s'est déroulée à Cotonou en présence de l'Ambassadrice de France près le Bénin, Nadège Chouat, et du Directeur Général de l'Agence Béninoise de la Protection Civile (ABPC), Abdel Aziz Bio Djibril. Trois volets majeurs structurent ce projet. Il s'agit d'abord de rendre pleinement opérationnel le numéro d'appel d'urgence national 118, avec la mise en place d'une plateforme de traitement centralisé des appels, pour une meilleure couverture territoriale. Ensuite, un renforcement du maillage national est prévu, à travers la construction de cinq centres de secours à Natingou, Tanguiéta, Ségbana, Glazoué et Comè, ainsi que la création d'une section logistique à Parakou dédiée à la maintenance des équipements. Une

dizaine d'autres centres, existants ou à ériger, seront dotés en ambulances et camions-citernes, notamment dans les zones septentrionales. Financé à hauteur de 5,279 milliards FCFA (soit 8 millions d'euros) par l'AFD, le projet vise à doter les sapeurs-pompiers béninois de moyens accrus pour faire face aux urgences sur l'ensemble du territoire. Son exécution sera assurée par l'ABPC, avec l'appui technique d'un expert mobilisé par la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD). Romuald Wadagni a salué « une étape décisive dans notre engagement commun à renforcer la résilience de nos communautés face aux risques naturels et anthropiques », tout en soulignant la « confiance renouvelée de nos partenaires internationaux dans la vision du Gouvernement ». Pour Abdel Aziz Bio Djibril, ce soutien marque un tournant : « Il ne

s'agit pas seulement d'un soutien financier, mais d'un acte de solidarité, porteur d'espoir et de transformation ». Il s'est dit confiant quant à l'impact durable du projet sur les capacités opérationnelles de ses équipes. L'Ambassadrice de France, Nadège Chouat, a pour sa part réaffirmé l'engagement de son pays aux côtés du Bénin : « Cet investissement témoigne de la volonté de la France de promouvoir une protection civile plus proche, plus accessible, plus efficace pour tous les citoyens béninois ». Une campagne nationale de sensibilisation aux risques majeurs, en particulier les inondations, sera menée en partenariat avec la Croix-Rouge béninoise. L'objectif est de former les citoyens aux gestes de premiers secours et de renforcer la confiance entre les populations et les services de secours.

Financement des économies

Remarquable dynamisme du Crédit Bancaire dans l'UEMOA en 2024

(Hausse de 9,8% du volume de prêts octroyés par les banques)

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a récemment publié son rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA pour l'année 2024. Il en ressort une tendance positive dans l'apport de crédits aux entreprises et aux PME de la région.

● B. WANOU

Le rapport intitulé « RAPPORT SUR LES CONDITIONS DE BANQUE DANS L'UEMOA EN 2024 », partant de l'environnement de la politique monétaire et du paysage bancaire de l'Union en 2024, fait une description des concours bancaires octroyés au cours de l'année sous revue, ainsi que des taux d'intérêt débiteurs appliqués. Le rapport aborde également la situation des nouveaux dépôts à terme effectués par la clientèle et les taux d'intérêt créditeurs appliqués sur la même période. Selon ce rapport, l'offre de crédit bancaire dans l'Union a maintenu sa tendance haussière, à l'instar des années précédentes. En 2024, le volume total des prêts accordés a enregistré une hausse de 9,8%, atteignant 21.831,2 milliards de francs CFA, contre 19.889,1 milliards en 2023. Le rapport met en lumière une hausse significative des concours bancaires, ce qui témoigne d'un environnement monétaire favorable et d'une dynamique bancaire en plein essor. Cette croissance est particulièrement marquée dans plusieurs secteurs, notamment les Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLM) avec une augmentation de 33%, et les sociétés financières qui



ont vu leurs crédits croître de 29,2%. Les ménages et les sociétés non financières ont également bénéficié de cette dynamique, avec des hausses respectives de 8,5% et 7,3%. La structure des crédits reste dominée par les sociétés non financières, qui représentent 73,9% des montants accordés, suivies par les ménages (18%) et les administrations publiques (6,3%). Notamment, les Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont capté plus de la moitié (52%) des concours bancaires alloués aux personnes morales, une augmentation par rapport à 49% en 2023. La part des Grandes Entreprises est ressortie à 48% en 2024. Les femmes ont bénéficié de 18% du volume des prêts distribués aux personnes physiques durant l'exercice bancaire 2024.

Baisses des taux d'intérêt, augmentation des dépôts à terme

Le rapport souligne une réduction des taux d'intérêt

débiteurs, qui se sont établis à 6,76% en 2024, soit une baisse de 2 points de base par rapport à l'année précédente. Cette diminution est principalement attribuée aux crédits immobiliers et à l'équipement. Les administrations publiques ont bénéficié des taux les plus bas, tandis que les ménages ont enregistré des taux relativement plus élevés. Parallèlement, les nouveaux dépôts à terme ont connu une augmentation de 11,6%, passant de 9.583,5 milliards en 2023 à 10.695,8 milliards en 2024. Les taux de rémunération des dépôts à terme ont également légèrement augmenté, atteignant 5,30% en 2024. Le rapport de la BCEAO met clairement en avant un secteur bancaire dynamique et en croissance au sein de l'UEMOA, avec des perspectives encourageantes pour les entreprises et les ménages. Cette tendance pourrait jouer un rôle clé dans le soutien à l'économie régionale et à la création d'emplois dans les années à venir.

Biocarburants

La Côte d'Ivoire s'associe à l'italien Eni pour structurer la filière

En Côte d'Ivoire, la production de biocarburant est encore embryonnaire. L'ambition affichée par le gouvernement de développer une industrie locale ouvre de nouvelles perspectives économiques pour la valorisation des produits et sous-produits du secteur agricole. La Côte d'Ivoire souhaite développer une industrie locale de production de biocarburant. C'est dans le cadre de cette ambition que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Production ani-

male a signé, le mercredi 28 mai, un protocole d'accord avec Eni Natural Energies (ENE), filiale du groupe pétrogazier italien Eni. L'événement a eu lieu lors de la 7ème édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (SARA), qui se déroule du 23 mai au 1er juin 2025 dans la ville. Dans un communiqué publié sur son site, l'entreprise italienne a signalé que ce partenariat permettra d'explorer de nouvelles opportunités de collaboration dans les secteurs agricole et agro-indus-

triel pour la production de biocarburant. L'ambition affichée est de structurer une chaîne d'approvisionnement agricole durable, dédiée à la production d'huiles végétales destinées à l'approvisionnement des bioraffineries d'Eni, sans empiéter sur la production agricole. « Plus particulièrement, cet accord vise à renforcer la filière hévéa [caoutchouc] et à étudier l'introduction de cultures oléagineuses sur des terres marginales et dégradées, contribuant ainsi au développement agricole durable

du pays, sans concurrencer la production alimentaire ni les écosystèmes forestiers », peut-on lire dans le communiqué. Bien que les contours du projet restent à préciser, ce protocole d'accord ouvre la voie à de futurs investissements susceptibles de consolider la présence d'Eni dans la filière biocarburant en Côte d'Ivoire. Déjà en juillet 2023, la compagnie italienne avait noué un partenariat avec la Fédération ivoirienne des producteurs d'hévéa (FPH-CI) pour l'approvisionnement en

graines d'hévéa, une matière première transformée en huile végétale pour ses bioraffineries. Cette initiative a permis de valoriser un sous-produit jusque-là peu exploité de la filière hévéicole. En s'ouvrant à d'autres cultures oléagineuses, le projet porté par Eni permettra de diversifier les sources d'approvisionnement en matières premières pour la production de biocarburants, tout en créant de nouveaux débouchés économiques pour les agriculteurs locaux. Par ailleurs, cette initiative pour-

rait également soutenir les ambitions du gouvernement ivoirien, qui aspire à développer une industrie locale des biocarburants capable de répondre à la demande intérieure. Une volonté qui s'est déjà illustrée par une expérience pilote menée en 2023 par l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) et qui avait permis de produire 1500 litres de biodiesel à partir de graines d'hévéa, en partenariat avec des acteurs locaux et internationaux.

Ecofin

Liste des événements à caractère économique de 2025

EVENEMENTS	PERIODE	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
Salon des Seniors 2025 Le plus grand événement de promotion et de valorisation des compétences des Seniors	07 au 09 août 2025	Palais des Congrès +229 01 97 89 92 62 / +229 01 60 91 78 00 cchezvousbenin@gmail.com	CHEZ VOUS ENTREPRISE et L'ÉCONOMISTE DU BÉNIN
Forum Diaspora Connect	09 et 10 août 2025	Epitech Benin +33 666 849 931 / +229 01 99 15 86 www.forumdiasporaconnect.com E-mail : contact@forumdiaspora10connect.com	
14 th World Chambers Congress	02 au 04 septembre 2025	Convention Centre Place, South Wharf VIC 3006, Australie	
IATF 2025 La Foire Commerciale Intra Africain	04 au 10 septembre 2025	Algiers / Algérie customerservice@intrafricaintradefair.com Tel WhatsApp : +277 644 30 401	Algiers / Algérie customerservice@intrafricaintradefair.com
Salon Africain du Mobilier (SMOB)	16 au 18 octobre 2025	salondumobilier@ay-wa.com www.salonafricaindumobilier.com	Salon Africain du Mobilier (SMOB)
SETAF : Salon des Entrepreneurs et Talents Africains 2025	07 et 08 novembre 2025	Saint-Étienne France https://www.helloasso.com/associations/setaf/evenements/setaf-salon-des-entrepreneurs-et-talents-africains	
10 ^{ème} Édition Sommet Africités	1er au 05 décembre 2025	Le Caire, Égypte +212 537 26 00 62 / 63 www.africities.org / www.uciga.org	Cité et Gouvernement Locaux Uni d'Afrique (CGLU)
Forum International des Investisseurs (F2I)	09 et 10 décembre 2025	Douala, Cameroun https://f2icameroun.com/	

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Séjour Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph ABONNA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : bevro@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Togo**GTA Assurances renforce son engagement communautaire en dotant aux écoles primaires publiques de blocs sanitaires modernes**

GTA Assurances, filiale du Groupe Banque Centrale Populaire (BCP), a remis deux blocs sanitaires modernes aux écoles primaires publiques Centrale C/E et Gadjanga, situées respectivement dans les préfectures de Blitta et d'Agou.

Destinée à plus de 1 400 élèves, ce programme a pour objectif de garantir un environnement éducatif salubre et inclusif, facteur essentiel de réussite scolaire, notamment pour les jeunes filles.

Cette action s'inscrit dans la continuité du plan triennal d'engagement communautaire lancé en 2022 par GTA Assurances, en partenariat avec le ministère des Enseignements Primaires et Secondaires du Togo. Elle marque la volonté de GTA Assurances de soutenir durablement les politiques publiques, favorisant un meilleur accès à l'éducation



et à l'hygiène, également pour une sécurité renforcée en milieu scolaire.

Les cérémonies officielles de remise ont eu lieu les 12 et 13 juin derniers, en présence de M. André A. AZIBLI, Directeur Général de GTA Assurances, ainsi que des autorités administratives, coutumières et éducatives locales.

Avec ces deux nouvelles réalisations, six établissements scolaires situés dans les Préfectures des Lacs, de la Kozah, de Blitta et d'Agou disposent désormais d'infrastructures sani-

taires modernes. Chaque bloc comprend quatre cabines individuelles, conçues pour garantir des conditions d'hygiène aux meilleurs standards favorisant un environnement sain et propice à l'apprentissage. En cohérence avec les valeurs fondamentales du Groupe, cette action démontre l'engagement citoyen de GTA Assurances, privilégiant les initiatives à fort impact, durables et structurantes pour les communautés locales.

Source externe

Secteur bancaire**UBA accélère sa recapitalisation avec une nouvelle émission de 101 millions USD**

United Bank for Africa (UBA) Plc poursuit sa stratégie de renforcement de capital avec l'annonce d'une nouvelle émission de droits d'un montant de 157,84 milliards de nairas (101 millions USD), selon une notification publiée jeudi 17 juillet par la Nigerian Exchange Limited (NGX).

La circulaire, signée par Godstime Iwenekhai, responsable de la réglementation des émetteurs chez NGX, précise que UBA, par l'intermédiaire de son courtier United Capital Securities Limited, a soumis une demande d'approbation et de cotation de 3 156

869 665 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 50 kobo, au prix de 50 nairas par action (0,032 USD).

L'opération est structurée sur la base d'une action nouvelle pour treize détenues, avec une date de clôture des registres fixée au 16 juillet 2025.

Cette émission s'inscrit dans la réponse stratégique de UBA à la directive de recapitalisation de la Banque centrale du Nigeria (CBN), qui impose un relèvement significatif des fonds propres aux banques commerciales. Elle vise à consolider durablement la structure financière du

groupe dans un contexte de régulation plus stricte.

Cette opération prolonge une émission précédente lancée en novembre 2024, où UBA avait levé 239 milliards de nairas (154 millions USD) par le biais d'une offre de 6,84 milliards d'actions au prix de 35 nairas. L'émission avait été sursouscrite à hauteur de 251 milliards nairas (161,94 millions USD), bien que la banque n'en ait retenu que 240 milliards nairas (155 millions USD), portant sa base de capital à 355,2 milliards de nairas (229 millions USD).

La banque avait annoncé à l'époque qu'elle prévoyait de lever le solde requis avant fin 2025. L'émission actuelle vient donc concrétiser cette intention.

A noter que la démarche de recapitalisation de UBA intervient dans un environnement bancaire nigérian en pleine mutation, marqué par une régulation plus stricte et des exigences en fonds propres plus élevées.

Source externe

Ghana**Le budget alloué aux vaccins en hausse de 46 % en 2025**

Depuis 2000, Gavi œuvre pour un accès aux vaccins au Ghana. L'alliance a vacciné près de 95% des enfants en 2023, selon les données officielles. Le gouvernement ghanéen a augmenté de 46 % son budget consacré aux vaccins cette année, une mesure destinée à renforcer la couverture vaccinale et prévenir les ruptures de stock. Cette décision s'est concrétisée par le paiement intégral de 24,5 millions \$ à GAVI, l'Alliance du vaccin, a annoncé le ministre de la Santé, Kwabena Mintah Akandoh (photo). Lors de la présentation de son rapport semestriel sur le secteur de la santé à la présidence, il a souligné que cette hausse du budget reflète l'engagement du gouvernement envers la santé des enfants et la prévention des épidémies. « Investir dans la santé de nos enfants aujourd'hui, c'est garantir l'avenir du Ghana demain », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : le gouvernement continuera à investir dans la vaccination pour construire une nation plus saine. » Le ministre a indiqué que des centaines de milliers de doses de vaccins sont attendues d'ici le mois d'août et seront distribuées dans toutes les régions du pays. Au Ghana, l'engagement de l'Alliance est important. Depuis 2000, le Gavi œuvre à améliorer l'accès équitable aux vaccins. Il garantit l'accès aux sérums contre des maladies évitables comme la pneumonie, soutient la prévention des épidémies, allège les dépenses publiques en santé et renforce les systèmes sanitaires. M. Akandoh a également réaffirmé la volonté du Ghana de devenir un hub régional de fabrication de vaccins. Il a précisé que l'Institut national des vaccins collabore avec l'autorité de régulation et les industriels pharmaceutiques pour concrétiser cette ambition.

Le ministre de la Santé, Kwabena Mintah Akandoh (photo). Lors de la présentation de son rapport semestriel sur le secteur de la santé à la présidence, il a souligné que cette hausse du budget reflète l'engagement du gouvernement envers la santé des enfants et la prévention des épidémies. « Investir dans la santé de nos enfants aujourd'hui, c'est garantir l'avenir du Ghana demain », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : le gouvernement continuera à investir dans la vaccination pour construire une nation plus saine. » Le ministre a indiqué que des centaines de milliers de doses de vaccins sont attendues d'ici le mois d'août et seront distribuées dans toutes les régions du pays. Au Ghana, l'engagement de l'Alliance est important. Depuis 2000, le Gavi œuvre à améliorer l'accès équitable aux vaccins. Il garantit l'accès aux sérums contre des maladies évitables comme la pneumonie, soutient la prévention des épidémies, allège les dépenses publiques en santé et renforce les systèmes sanitaires. M. Akandoh a également réaffirmé la volonté du Ghana de devenir un hub régional de fabrication de vaccins. Il a précisé que l'Institut national des vaccins collabore avec l'autorité de régulation et les industriels pharmaceutiques pour concrétiser cette ambition.

Rwanda**17 millions \$ levés en monnaie locale pour renforcer le marché des capitaux**

Ce projet a pour objectif de faciliter l'accès à un financement à long terme en monnaie locale pour les secteurs clés de l'économie, dans un contexte de croissance soutenue au Rwanda, estimée à 8,9 % en 2024 contre 8,2 % en 2023, selon l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR). La Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé ce lundi 21 juillet



2025, l'émission en monnaie locale d'une obligation d'un montant de 24 milliards de francs rwandais (environ 17 millions de dollars), pour soutenir le développement des marchés des capitaux au Rwanda. Cette obligation amortissable sur huit ans est baptisée « Umuganda », un terme introduit en 2014 pour désigner les émissions libellées en francs rwandais par des entités non résidentes. Cotée à la Bourse du Rwanda, cette émission vise à soutenir le développement des marchés financiers et à financer un projet d'infrastructure numérique dans le pays, tout en permettant de réduire les risques liés aux fluctuations de change, fréquents lors d'emprunts en devises étrangères comme le dollar américain. « Les émissions d'obligations par des emprunteurs internationaux comme la SFI créent de nouvelles opportunités d'investissement pour les investisseurs nationaux tout en mobilisant les financements en francs rwandais indispensables aux entreprises locales », a indiqué Yusuf Murangwa (photo), ministre rwandais des Finances et de la Planification économique. Selon la SFI, l'émission arrangée par BK Capital et Rand Merchant Bank a suscité un vif intérêt auprès des investisseurs institutionnels rwandais, notamment des fonds de pension, des assureurs, des banques et des gestionnaires d'actifs. L'émission a été sursouscrite 1,75 fois et affiche un coupon de 10,50 %, soit un taux inférieur de 55 points de base au rendement interpolé des obligations gouvernementales. Il s'agit de la deuxième obligation « Umuganda » émise par la SFI. La première, lancée en 2014, dans le but de mobiliser 15 milliards de francs rwandais, avait déjà marqué une étape importante en constituant le premier placement d'un émetteur non résident sur les marchés financiers rwandais. Cette nouvelle émission devrait permettre d'après la SFI, d'ouvrir la voie à davantage d'emprunteurs internationaux souhaitant émettre des obligations dans le pays. Rappelons qu'en 2024, la SFI a émis deux obligations offshores libellées en francs rwandais, cotées respectivement à la Bourse de Londres et à la Bourse de Luxembourg.

Télécommunications**Le Sénégal cherche à réduire les disparités d'accès à Internet en milieu rural**

Malgré une forte progression de l'équipement numérique, l'accès à Internet reste inégal au Sénégal. Une enquête récente révèle l'ampleur de l'écart entre villes et campagnes en la matière, mettant en lumière les défis d'une inclusion numérique encore incomplète. Au Sénégal, seuls 3% des ménages en milieu rural disposent d'un accès Internet à domicile, contre 43,8% à Dakar. C'est ce qui ressort de la dernière enquête nationale sur TIC menée par l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) en collaboration avec l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), et présentée le jeudi 17 juillet. Cette disparité s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, l'infrastructure numérique reste concentrée dans les zones urbaines, laissant les campagnes en marge des réseaux haut débit. D'autre part, le coût élevé des abonnements et des équipements constitue un frein pour les ménages modestes. Cette situation reflète un écart historique entre les zones à fort développement économique et les territoires moins intégrés dans les réseaux de services numériques. L'enquête réalisée entre septembre et octobre 2024 auprès de 1719 ménages répartis dans 117 districts de recensement, indique que seuls 19,4% des foyers sénégalais disposent d'un abonnement Internet à domicile. Pourtant, l'équipement numérique est quasi généralisé, 99,3% des ménages possèdent au moins un terminal. Mais la possession d'un smartphone ou d'un ordinateur ne garantit pas un accès fonctionnel à Internet, notamment lorsqu'il dépend du partage ou d'une connexion mobile de faible qualité.

Ecofin du 22 Juillet 2025

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 22 juillet 2025

N° 137

BRVM COMPOSITE

309,16

Variation Jour

0,56 %

Variation annuelle

12,01 %

BRVM 30

152,53

Variation Jour

0,52 %

Variation annuelle

9,94 %

BRVM PRESTIGE

130,29

Variation Jour

0,93 %

Variation annuelle

13,45 %

Evolution des indices

Volumes et valeurs transigés

Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 919 909 585 442	0,56 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 192 368	267,93 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 016 331 520	-38,54 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	12	-40,00 %
Nombre de titres en baisse	27	92,86 %
Nombre de titres inchangés	7	-41,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	29 560	7,49 %	356,53 %
SITAB CI (STBC)	19 600	6,35 %	168,49 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 575	5,10 %	0,00 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	11 700	4,46 %	33,03 %
FILTISAC CI (FTSC)	4 695	4,33 %	153,78 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	130,29	0,93 %	13,45 %	42 620	308 023 705	9,87
BRVM-PRINCIPAL	37	180,37	0,12 %	30,60 %	1 149 748	708 307 815	34,91

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	223,91	3,37 %	90,79 %	43 501	302 011 185	92,62
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	721,21	0,55 %	-5,60 %	14 762	187 364 910	9,98
BRVM - FINANCES	16	122,66	0,22 %	20,55 %	1 074 180	342 736 025	8,15
BRVM - TRANSPORT	1	345,13	-1,05 %	5,04 %	5 150	7 354 710	4,48
BRVM - AGRICULTURE	5	308,14	-0,51 %	56,36 %	15 295	101 418 775	9,93
BRVM - DISTRIBUTION	7	354,23	-2,59 %	5,65 %	36 726	71 005 225	36,67
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	662,89	0,16 %	2,07 %	2 754	4 440 690	12,19

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,83	0,58 %	-6,17 %	13 158	182 977 750	9,82
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	106,78	-0,46 %	6,78 %	7 325	9 079 785	49,52
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	120,55	0,22 %	20,55 %	1 074 180	342 736 025	8,15
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	188,09	2,46 %	88,09 %	23 167	251 081 130	78,86
BRVM - INDUSTRIELS	6	134,61	1,16 %	34,61 %	40 136	157 793 940	5,27
BRVM - ENERGIE	4	103,60	-3,02 %	3,60 %	32 798	68 275 730	12,99
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,35	-0,17 %	11,35 %	1 604	4 387 160	9,93

UCA

UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP

uca@ucasgi.com

(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00

(229) 21 31 00 21

www.ucasgi.com

SGI BENIN

Carré 211 St Michel

immeuble SGI-Bénin 01 BP

4546 Cotonou.

Tél : (229) 21 31 15 41

21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES

Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,

Boulevard de France

Tel : (229)

21315343/64182121

AGI

AGENCE GENERALE D'INTERMEDIATION

Immeuble de l'Africaine des Assurances

Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8668 RP Cotonou

contact@agi-agi.com

+229 21318733

+229 21316066

AFRICABOURSE

Avenue Steinmetz Face

Immeuble Air Gabon 01 BP

6002 COTONOU BENIN

Tél : (229) 21 31 88 35 /

21 31 88 36

BFS

BIIC Financial Services

Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel

Immeuble Agence BIIC Dantokpa

01 BP. 7700 Cotonou

Tél. +229 21324875

Tél. +229 21324876

sgibfs@biic-financialservices.com

PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU BENIN

2954 du Mercredi 23 Juillet 2025

Indicateurs économiques du Bénin

Évolution du PIB nominal (en milliards de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
						Est	Prév	Prév	Prév
Secteur primaire	1 944,2	2 101,2	2 223,3	2 266,2	2 442,2	2 798,6	3 120,7	3 298,6	3 503,1
Secteur secondaire	1 100,0	1 114,2	1 159,9	1 375,5	1 467,6	1 615,4	1 800,7	1 946,3	2 116,0
Secteur tertiaire	3 376,7	3 569,7	3 865,9	4 049,7	4 315,0	4 501,2	4 914,2	5 272,7	5 651,2
PIB aux coûts des facteurs	6 420,9	6 785,1	7 249,2	7 691,5	8 224,8	8 915,2	9 835,6	10 517,6	11 270,3
Impôts et taxes nets des subventions	584,3	590,2	672,8	740,8	784,0	894,5	1 038,0	1 152,6	1 274,9
TOTAL PIB	7 005,2	7 375,3	7 922,0	8 432,2	9 008,8	9 809,7	10 873,5	11 670,1	12 545,4

Source : INSTAD/DGE, Mai 2022

Croissance du Produit Intérieur Brut réel (%)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
						est	Prév	Prév	Prév
PIB total	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	5,7	6,2	6,0
Secteur primaire	9,0	7,6	7,3	5,2	1,8	5,2	5,4	5,6	5,7
Secteur secondaire	0,9	0,5	4,8	13,6	5,2	9,1	6,5	7,1	6,8
Secteur tertiaire	1,9	5,5	5,7	5,2	4,9	6,6	4,7	5,2	4,8
Droits et taxes	-1,1	11,0	14,0	10,1	2,7	12,5	10,2	11	10,5

Source : INSTAD/DGE, Mai 2022

Structure du PIB (%)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
					Est	Est	Prév	Prév	Prév
PIB total	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Secteur primaire	27,8	28,5	28,1	26,9	27,1	28,5	28,7	28,3	27,9
Secteur secondaire	15,7	15,1	14,6	16,3	16,3	16,5	16,6	16,7	16,9
Secteur tertiaire	48,2	48,4	48,8	48,0	47,9	45,9	45,2	45,2	45,0
Droits et taxes nets de subventions	8,3	8,0	8,5	8,8	8,7	9,1	9,5	9,9	10,2

Source : INSTAD/DGE, Mai 2022

Evolution du PIB nominal par branche d'activités (en milliards de FCFA)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
						Est	Prév	Prév	
Secteur primaire	1 944,2	2 101,2	2 223,3	2 266,2	2 442,2	2 798,6	3 120,7	3 298,6	3 503,1
Agriculture	1 486,8	1 648,8	1 743,5	1 761,6	1 968,1	2 238,3	2 523,2	2 661,2	2 820,9
Elevage, chasse	263,4	263,5	280,6	304,1	266,9	382,0	413,0	446,5	482,7
Pêche sylviculture et exploitation forestière	194,0	188,8	199,1	200,6	207,2	178,3	184,5	190,9	199,5
Secteur secondaire	1 100,0	1 114,2	1 159,9	1 375,5	1 467,6	1 615,4	1 800,7	1 946,3	2 116,0
Activités Ex-tractives	26,6	28,3	30,5	34,4	39,1	40,4	45,6	50,0	56,1
Industrie Agro-Alimentaire	443,2	462,9	469,9	531,5	559,8	586,2	641,6	674,0	721,8
Autres Industries manufacturières	252,5	246,6	256,0	300,4	312,9	343,8	377,4	399,6	431,6
Electricité et eau	53,3	55,5	55,8	60,6	71,2	81,2	87,7	97,5	106,4
BTP	324,4	321,0	347,7	448,6	484,5	563,9	648,4	725,2	800,0
Secteur tertiaire	3 376,7	3 569,7	3 865,9	4 049,7	4 315,0	4 501,2	4 914,2	5 272,7	5 651,2
Commerce	926,9	970,2	1 030,6	1 035,3	1 058,0	1 160,1	1 268,3	1 365,0	1 454,7

Répartition de la population béninoise par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population totale (en millions)	9,73	10,00	10,29	10,58	10,87	11,18	11,49	11,80	12,12	12,45
Hommes	4,84	4,98	5,12	5,27	5,42	5,57	5,73	5,89	6,05	6,22
Femmes	4,89	5,03	5,16	5,31	5,45	5,60	5,75	5,91	6,07	6,23
Proportion Homme/Femme (%)	98,9	99,1	99,2	99,3	99,4	99,5	99,6	99,7	99,8	99,8
Taux de croissance démographique (%)	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7

Source : estimations et projections de l'ONU, Nov. 2021

Projection de la population béninoise

	2022	2025	2030	2035	2040	2045	2050
Homme	6 389	6 913	7 847	8 848	9 907	11 014	12 160
Femme	6 396	6 909	7 826	8 815	9 868	10 973	12 120
Totale	12 785	13 822	15 672	17 663	19 775	21 986	24 280
Rapport Homme Femme	0,999	1,001	1,003	1,004	1,004	1,004	1,003

Source : Estimations et projections de l'ONU, Nov. 2021

Répartition de la population béninoise par milieu de résidence (millions)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Population Totale	9,73	10	10,29	10,58	10,87	11,18	11,49	11,8	12,12	12,45
Population urbaine	4,29	4,47	4,65	4,83	5,03	5,23	5,43	5,65	5,87	6,10
Population rurale	5,44	5,54	5,64	5,74	5,85	5,95	6,05	6,15	6,25	6,35
Population Rurale/population urbaine	1,27	1,24	1,21	1,19	1,16	1,14	1,11	1,09	1,07	1,04
Taux d'urbanisation	44,1	44,6	45,2	45,7	46,2	46,8	47,3	47,9	48,4	49,0

Source : estimations et projections de l'ONU, Nov. 2020

Projection de la population béninoise par milieu de résidence (millions)

	2023	2024	2025	2030	2035	2040	2045	2050
Population Urbaine	6,6	6,8	7,1	8,5	10	11,8	13,6	15,7
Population Rurale	6,5	6,6	6,7	7,2	7,5	7,9	8,1	8,3
Population rurale/population Urbaine (%)	1,0	0,97	1,0	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5

Source : estimations et projections de l'ONU, Nov. 2021

Taux brut de préscolarisation au niveau de l'enseignement en maternelle

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux brut de préscolarisation	14,7	15,6	16,1	16,8	16,5	15,2	15,9
Taux de progression	1,7	0,9	0,5	0,7	-0,3	-1,3	0,7
Masculin	14	15,2	15,9	16,5	16,3	15,1	15,6
Taux de progression	1	1,2	0,7	0,6	-0,2	-1,2	0,5
Féminin	15	15,9	16,3	17	16,6	15,4	16,1
Taux de progression	2	0,9	0,4	0,7	-0,4	-1,2	0,7
Taux de scolarisation des filles sur les garçons	93,3	95,6	102,5	103	101,8	102,0	103,2
Taux de progression	-6,7	2,3	6,9	0,5	-1,2	0,1	1,2

Source : INSTAD/MEMP, Janvier 2022

Taux brut de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux brut de scolarisation	124,82	115,4	113,3	110,8	108,32	107,84	112,09
Taux de progression	2,82	-9,42	-2,1	-2,5	-2,48	-0,48	4,25
Sexe Masculin	126,16	119,12	117,1	114,6	112,61	112,21	116,45
Taux de progression	2,5	-7,0	-2,0	-2,5	-2,0	-0,4	4,2
Sexe Féminin	123,37	111,58	109,3	106,8	103,95	103,36	107,61
Taux de progression	3,2	-11,8	-2,3	-2,5	-2,8	-0,6	4,3
Taux de scolarisation filles / garçons	97,8	93,7	93,3	93,2	92,3	92,1	92,4
Taux de progression	0,6	-4,1	-0,4	-0,1	-0,9	-0,2	0,3

Source : INSTAD/MEMP, Janvier 2022

Taux de mortalité néonatale, infantile et maternelle

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000 naissances vivantes)	33,5	33,1	32,7	32,3	31,9	31,5	31,1	30,6	30,2	29,7
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans, garçons (pour 1 000)	113,2	110,8	108,5	106,2	103,8	101,5	99,2	96,7	94,3	91,6
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans, filles (pour 1000 naissances vivantes)	99,8	97,6	95,4	93,2	91	88,9	86,9	84,6	82,3	79,9
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000)	106,7	104,4	102,1	99,8	97,6	95,4	93,2	90,9	88,4	85,9
Taux de mortalité maternelle*	436	429	422	414	405	201	201	195	190,9	

Source : Banque Mondiale, *OMS février 2022

Prévalence des maladies (%)

Affections	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Paludisme	41,7	41,4	39,7	39,8	38,9	43,1	43,4	44,7	45,5	44,2
Infections respiratoires Aigües	12,7	12,3	12,4	12,1	12,7	13,7	11,5	11,9	11,9	11,3
Affections gastro-intestinales	6,3	6,5	6,4	6,2	5,6	6,9	5,7	5,4	5,1	5,5
Traumatisme	5,4	5,3	3,5	4,5	4,3	4,2	4,1	4	3,5	3,9
ANEMIE	4,8	5	4,7	4,3	3,6	3,5	3,3	2,7	2,6	2,2
Diarrhée	3	2,8	3	2,8	2,7	2,5	2,5	2,3	2,2	2,3
Autres affections dermatologiques	2	2,1	2	2	2	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4
Douleurs abdominales basses	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6	1,4	1,4	1,2	1,4
Hypertension artérielle	1,5	1,5	1,5	1,4	1,6	1,4	1,4	1,3	1,2	1,4

Source : INSTAD, Annuaire Statistiques de la santé, MSP 2012-2020

Evolution de l'indice de développement au Bénin

Année	Espérance de vie à la naissance	Durée attendus de scolarité	Durée moyenne de scolarité	RNB par Habitant (dollar de 2017 en PPA)	Valeur de l'IDH	Variation (%)
1990	53,8	5,3	1,6	2,133	0,364	
1995	55,2	5,9	2,1	2,209	0,391	7,42
2000	55,4	6,7	2,6	2,47	0,416	6,39
2005	57,4	9,1	2,8	2,575	0,459	10,34
2010	59,3	11,0	2,8	2,69	0,494	7,63
2015	60,6	12,8	3,5	2,922	0,532	7,69
2016	60,9	12,6	3,6	2,935	0,533	0,19
2017	61,2	12,6	3,6	3,011	0,536	0,56
2018	61,5	12,6	3,8	3,129	0,541	0,93
2019	61,8	12,6	3,8	3,254	0,545	0,74
2021					0,525	-0,02

Source : PNUD, Rapports sur le développement humain 2020 et 2021

Les principaux agrégats économiques observés de 2015 à 2020 (en milliards de FCFA)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Economie nationale							
PIB Nominal	6 732,81	7 005,23	7 375,30	7 922,00	8 432,25	9 008,81	9809,69
Croissance du PIB réel (en %)	1,8	3,3	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2
Taux d'investissement (en % du PIB)	20,7	20,3	24,0	26,4	25,6	25,6	28,9
Taux d'inflation (en %)	0,3	-0,8	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7
Balance des paiements (BCEAO)							
Exports FOB	995,10	1 052,28	1 289,87	1 857,61	1 790,95	1 720,49	1 910,50
Imports FOB	1 293,61	1 449,10	1 784,44	2 166,19	2 051,38	1 810,21	2 106,60
Balance commerciale	-298,51	-396,82	-494,57	-308,58	-260,43	-89,72	-196,10
Balance courante, y compris dons	-437,27	-479,65	-539,73	-360,36	-337,27	-157,33	-418,30
Finances publiques							
Recettes et dons	848,32	780,39	1001,66	1075,70	1185,70	1296,28	1387,72
Dépenses	1242,40	1086,20	1318,10	1305,90	1225,90	1719,87	1949,41
Solde	-394,1	-305,8	-316,4	-230,2	-40,2	-423,6	-561,7
Dettes publiques	2080,54	2513,06	2927,43	3251,78	3476,59	4156,85	4885,81
Dettes intérieure	1036,95	1373,45	1742,83	1719,7	1455,91	1817,18	1540,64
Dettes extérieure	1043,59	1139,61	1184,6	1532,08	2020,677	2339,67	3345,17
Dettes intérieure en % du PIB nominal	15,4	19,6	23,6	21,7	17,3	20,2	15,7
Déficit budgétaire hors dons							
En valeur	-422,9	- 340,5	- 373,7	- 277,4	- 137,8	- 577,8	- 653,7
En pourcentage du PIB nominal (%)	- 6,3	- 4,9	- 5,1	- 3,5	- 1,6	- 6,4	- 6,7

Services financiers numériques au Bénin

L'ANSSFD outille les IMF sur les stratégies de digitalisation

Les 22 & 23 Juillet 2025, l'Agence nationale de Surveillance des Systèmes financiers décentralisés (ANSSFD), organise à Cotonou un atelier de renforcement de capacités des principaux dirigeants (DG et PCA) des institutions de microfinance (IMF). Financée par la DGRV (Coopération allemande), cette session est centrée sur les stratégies de digitalisation des services financiers numériques (SFN) pour améliorer l'inclusion financière dans les zones rurales au Bénin.

• A.W.A.

Divers responsables des institutions de microfinance au Bénin, participent à l'atelier de formation de deux jours. Présent au lancement de l'atelier Ignace DOVI, Directeur général de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Bénin APSFD encore appelée Consortium Alafia tout en remerciant l'ANSSFD a fait qu'ils sont dans un grand tournant du secteur de la microfinance car le cadre réglementaire a changé avec ses exigences. Pour lui, compte tenu des progrès réalisés dans le numérique, le secteur de la microfinance n'est pas épargné. Il a invité les participants à tirer le meilleur de l'atelier pour une mise en conformité d'ici le juillet 2026.

Le Représentant Bénin-Cameroun de la DGRV, Holger Grimm, dans son intervention a fait savoir que son institution intervient dans 30 pays dont le Bénin grâce au financement de la coopération

Allemande. Il a également précisé que la DGRV soutient la promotion de la mission sociale des institutions partenaires en lien avec les ODD. En Afrique, la DGRV soutient l'inclusion financière, la digitalisation et la durabilité. Les experts en digitalisation des services financiers, selon la DGRV, reconnaissent les défis majeurs liés à la mise en œuvre d'une stratégie services financiers numériques (SFN), en particulier la faible disponibilité d'une connexion Internet stable dans les zones rurales où opèrent certaines institutions de microfinance (IMF).

Par ailleurs, la DGRV précise que l'atelier s'appuie sur les dispositions prévues aux articles 165 et suivants de la loi n°2025-14 du 02 juillet 2025, relative à la réglementation de la microfinance en République du Bénin.

Avant de lancer les travaux, le Directeur général de l'ANSSFD, Philippe A. R. DAHOUI, a remercié la DGRV, qui travaille avec des coopératives mais qui a accepté la demande de l'ANSSFD pour élargir



son champ de formation aux autres formes juridiques des IMF au Bénin. Pour lui, cet atelier s'inscrit dans la vision stratégique opérationnelle en vue de la mise en conformité à la nouvelle réglementation. Il a attiré également l'attention des participants sur le contenu de l'article 35 de la loi n° LOI N°2025-14 portant réglementation de la microfinance en République du Bénin.

Le DG de l'ANSSFD a ensuite fait référence aux articles de la loi qui fondent les exigences en matière d'interopérabilité, de sécurité, de la qualité de l'information et de la continuité des activités.

Pour lui, « de 2007 à 2023, le tiers des insuffisances relevées, est la faiblesse du système d'information ». Il a également abordé avec les participants, le contenu de l'article 152 de la loi. La digitalisation des IMF s'avère nécessaire. Dans le même registre, le DG a mis un accent sur l'organisation de la gouvernance de la sécurité notamment l'élaboration de la Politique de Sécurité des Systèmes d'information (PSSI), la création de la fonction de Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) pour une résilience aux cybermenaces qui ciblent les infrastructures essen-

tielles, appelées à constituer le socle de l'interopérabilité des Systèmes d'Information de la microfinance. Il faut noter que derrière les formules juridiques se reposent des exigences techniques. Par ailleurs, cet atelier de formation sur les services financiers numériques (SFN) se réfère à l'ensemble des services financiers fournis par des institutions financières (banques, microfinances, fintechs, etc.) à l'aide de plateformes et d'outils numériques. Il englobe des services tels que les paiements mobiles, les transferts d'argent, l'épargne, les crédits, l'assurance, etc.

Diverses thématiques seront présentées aux participants durant les trois jours. Il s'agira notamment d'un panorama des services financiers numériques (SFN) et de l'évolution de la réglementation au sein de l'UEMOA, avec un focus sur les implications pour les IMF. Les participants aborderont également l'organisation et la gouvernance opérationnelle des SFN, la gestion des partenariats, ainsi que les mécanismes de contrôle interne et les indicateurs spécifiques aux services digitaux. La sécurité, la conformité et la gestion des risques numériques seront également au cœur des échanges.



HOROSCOPE FINANCE

Bélier Avec cet aspect de Saturne, le secteur financier sera fragilisé. Vous ne risquez aucune catastrophe, mais vous feriez tout de même bien de vous mettre dans la tête que l'heure sera aux économies et non aux achats ruineux.

Taureau Cet aspect de Neptune pourra vous jouer des tours aujourd'hui. Ce ne sera pas le moment de prendre des risques sur le plan financier. Fuyez les achats ruineux, et remettez à plus tard les décisions de placements ou d'investissements. Ainsi vous éviterez des ennuis.

Gémeaux Des questions d'argent risquent d'assombrir vos rapports avec certaines de vos relations d'affaires. Evitez pour le moment de traiter avec les natifs du Sagittaire, surtout s'il s'agit de vous engager par contrat.

Cancer Cet aspect de Pluton laisse présager une diminution de vos ressources ou une augmentation de vos dépenses. Dans les deux cas, cela signifie qu'il va falloir restreindre votre train de vie, ce qui vous contrariera. Les mieux organisés d'entre vous s'en sortiront en renégociant un étalement de leurs dettes. Ceux qui jusque-là préféraient ignorer le problème pourraient se voir rappeler à l'ordre par leur banquier.

Lion L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

Vierge L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

Balance Cet aspect de Pluton pourra momentanément fragiliser votre équilibre budgétaire, d'autant plus que Neptune, mal aspecté, n'a en général pas une influence très faste sur le plan financier. Par précaution, donc, mieux vaudra éviter de vous lancer dans des dépenses trop importantes. Si tout va bien, vous pourrez vous rattraper un peu plus tard.

Scorpion L'argent risque de sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale.

Sagittaire Avec l'influence du Soleil dans le secteur argent, vous saurez améliorer vos revenus, mais vous risquez également de vous montrer plus dépensier. L'astre du jour vous donnera en effet envie de briller et de vous faire plaisir par des moyens onéreux. Attention, donc, à ne pas dépasser vos possibilités, car vous auriez ensuite beaucoup de mal à rééquilibrer votre budget.

Capricorne Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui pourront cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre.

Verseau Soyez réaliste : voyez la situation telle qu'elle est effectivement et non comme vous voudriez qu'elle soit. Ce ne sera pas le moment de faire certains achats qui ne sont pas absolument indispensables.

Poissons Cet aspect de Pluton vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs. Le plus sage serait de procéder à faire des coupes sombres dans vos dépenses envisagées et à essayer de gagner un peu plus d'argent en exploitant vos dons spécifiques.

L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 01 95 429 626 / 01 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(01 66 232 545)

Secrétaire de Direction
Ella Viviane HOUHOMEGAN (01 97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI
(01 97 25 76 46)
Rédacteur en chef
Falco Vignon

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(01 66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUNDJ
Bidossessi WANOU
(01 67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
(01 67 92 99 20)
Belmondo ATIKPO

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU

Rock AMADJI
(Correspondant Zou- Collines)
Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)
Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France
de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(01 69190880)
Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(01 62323855)

Secteur de l'énergie au Bénin

Le nouveau DG de la SBEE prend service

La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) a connu un moment clé de son histoire le vendredi 18 juillet 2025 avec la cérémonie officielle de passation de charges entre son Directeur Général sortant, André-Marie Kaczmarek, et son successeur, Hippolyte Ebagnitchie. C'est la salle de conférence de la Direction Générale à Cotonou, qui a abrité cet événement marquant, présidé par le représentant du Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines, à savoir le Directeur de Cabinet, Agnidé Emmanuel Lawin.

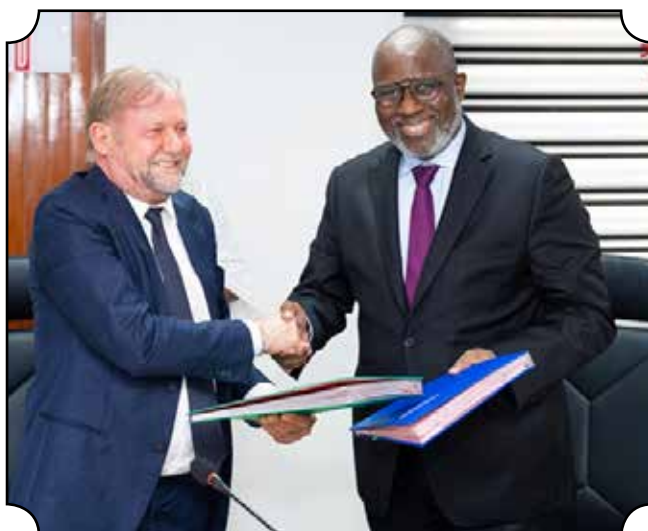
La Secrétaire Générale de la SBEE, Edwige Adohinzin Hountondji, a donné le ton de la cérémonie en soulignant l'importance de ce « tournant décisif » pour l'entreprise, rappelant les attentes fortes du gouvernement, des autorités et des clients envers la SBEE. La voix des partenaires sociaux s'est fait entendre par l'intermédiaire du Secrétaire Général du syndicat le plus représentatif, le SYNTRA SBEE, Affissou Bamdele. Il a exprimé une vive gratitude envers le DG sortant, André-Marie Kaczmarek, pour son dévouement et les améliorations apportées aux conditions des travailleurs en seulement 19 mois. « La vie étant une course de relais, un autre est appelé à poursuivre l'œuvre que vous avez entamée », a-t-il déclaré, assurant au nouveau DG la pleine collaboration des travailleurs pour « la finalisation du processus d'amélioration des conditions de vie et de travail ».

Dirigeant la SBEE avec « passion, détermination et en bon Père de famille » pendant près de deux ans, André-Marie Kacz-

marek laisse derrière lui un héritage de progrès significatifs. Il a notamment mis en œuvre une gestion décentralisée avec la création de dix Directions Régionales, une initiative clé pour améliorer les services à la clientèle, la performance opérationnelle et la gouvernance. « C'est avec une grande émotion que je laisse derrière moi une équipe dévouée et compétente », a-t-il confié, exprimant sa gratitude au personnel et à l'État béninois. Visiblement satisfait de la transition, il a salué son successeur, Hippolyte Ebagnitchie, qu'il connaît bien pour avoir travaillé avec lui en Côte d'Ivoire. « Je suis convaincu qu'il apportera une nouvelle énergie à la dynamique déjà impulsée », a-t-il affirmé.

Hippolyte Ebagnitchie : Un leader expérimenté aux rênes de la SBEE

Nommé en Conseil des Ministres le 16 juillet, Hippolyte Ebagnitchie arrive à la tête de la SBEE avec un parcours impressionnant. Ancien Président de l'Association des Régulateurs Francophones de l'Éner-



gie, Directeur Général du Groupement des Services Eau et Électricité, Directeur Général Adjoint à la CIE, et même Premier Maire d'Assinie en Côte d'Ivoire, son expertise est reconnue.

Le nouveau DG a exprimé sa profonde gratitude au Président Patrice Talon et au Ministre de l'Énergie, de l'Eau et des Mines pour la confiance placée en lui. Il a également souligné l'importance d'un dialogue ouvert et sincère avec le syndicat, « au service du bien-être des agents et de la performance collective ». Rendant hommage à son prédécesseur pour « les avancées notables en matière de modernisation et de structuration interne », le DG Ebagnitchie a cité un proverbe africain : « Un

arbre sans racines ne peut pas grandir », insistant sur l'importance de bâtir sur les fondations existantes.

Face aux défis et attentes élevés, le nouveau DG s'est engagé sur des axes prioritaires : amélioration continue de la qualité de service, réduction des pertes techniques et commerciales, développement des infrastructures, amélioration de la relation client, et modernisation des processus internes. Il a promis un climat de travail basé sur la responsabilité, la transparence et la reconnaissance du mérite, promouvant l'écoute active, l'efficacité collective et l'exemplarité.

Une continuité saluée pour la satisfaction clientèle

Ces valeurs sont partagées par le Président du Conseil d'Administration de la SBEE, Achille Houssou, qui voit ce changement comme une « continuité dans les actions » et une volonté du gouvernement d'accélérer les réformes pour la satisfaction de la clientèle. Il a réaffirmé l'engagement et la disponibilité du Conseil d'Administration à accompagner le nouveau Directeur Général.

La cérémonie s'est achevée par l'installation officielle de Hippolyte Ebagnitchie par le représentant du Ministre, Agnidé Emmanuel

Lawin, qui a formulé le vœu que le nouveau DG développe rapidement une dynamique renforçant la gouvernance interne et permettant l'atteinte des Objectifs de développement durable, notamment « l'accès universel à l'énergie électrique » et la satisfaction de la population. La passation de charges, marquée par la signature des documents officiels et la remise d'un cadeau symbolique au DG sortant par les directeurs régionaux, s'est déroulée dans une excellente ambiance, augurant d'un avenir prometteur pour la SBEE sous sa nouvelle direction.



Afrique du Sud

Master Plastics obtient un financement de Nedbank et Investec

Cette opération, menée avec le soutien de Metier Private Equity et de son PDG Manley Diedloff, vise à renforcer ses capacités dans l'emballage recyclable et l'agriculture. L'entreprise prévoit d'élargir ses activités en Afrique et à l'international. L'entreprise sud-africaine, Master Plastics, a annoncé le mercredi 18 juin 2025, un nouvel appui financier de Nedbank Corporate & Investment Banking (CIB) et

Investec Investment Banking, sous forme d'actions (fonds propres) et de prêts structurés. Le montant n'a pas été dévoilé. Avec ce nouveau financement, Master Plastics, spécialisée dans les solutions d'emballages recyclables et les technologies utilisées pour l'agriculture, comme les filets d'ombrage, prévoit de renforcer ses capacités de production et de s'étendre sur de nouveaux marchés, y compris à l'international. L'entre-

prise envisage également de développer ses solutions d'emballage recyclables et utiles à l'agriculture durable. L'investissement concerne trois divisions stratégiques de Master Plastics : PlusNet, Barrier Film Converters et Peninsula Packaging. Ce financement marque également un changement au sein de l'actionnariat de Master Plastics. Le fonds Metier Capital Growth Fund II quitte le capital de l'entreprise tan-

dis qu'un nouveau véhicule d'investissement, Metier Capital Growth Fund III, prend le relais. Cette transition permet de repositionner l'entreprise pour ses prochaines étapes de croissance, en particulier sur les segments de l'emballage recyclable et de l'agro-industrie. A travers cet investissement, Nedbank et Investec montrent qu'elles participent activement à des projets liés à l'environnement et à l'agriculture

durable. Ce type d'investissement soutient des secteurs importants pour l'Afrique du Sud : l'agriculture, la réduction du gaspillage alimentaire, et l'exportation. « Ces entreprises (Master Plastics et ses filiales) sont bien positionnées pour croître dans des secteurs importants pour l'économie et l'environnement. Nous sommes fiers de soutenir cette nouvelle étape », a déclaré Peter Rowse, directeur des investissements

chez Metier. En Afrique du Sud, le secteur de l'emballage est structuré selon les types de matériaux utilisés (plastique, papier, carton, métal, verre) et les domaines d'application (alimentation, boissons, produits pharmaceutiques, etc.). Le marché sud-africain de l'emballage plastique en particulier est estimé à 2,35 milliards \$ en 2023. Il devrait croître de 2,5% par an jusqu'en 2030.

Ecofin

Inflation au Bénin

Cap sur la stabilité des prix à moyen terme

Avec un taux d'inflation limité à 1,2 % en 2024, le Bénin figure parmi les pays les plus stables de l'Uemoa. La tendance devrait se poursuivre en 2025 et 2026, selon les projections de la Bceao, malgré un environnement régional exposé aux chocs agricoles et géopolitiques.

• Aké MIDA

En 2024, le Bénin a affiché l'un des taux d'inflation les plus bas de l'Union économique et monétaire ouest-africaine : 1,2 % en moyenne annuelle, contre 2,7 % en 2023, selon les données officielles de la Bceao. Pour 2025, l'institut monétaire projette un taux d'inflation central de 1,4 %, compris entre 1,1 % et 1,6 %, selon les scénarios. En 2026, la hausse des prix resterait également modérée, autour de 1,8 %, en lien avec l'objectif communautaire de stabilité, estime la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), confirmant la dynamique de stabilité des prix. Cette tendance s'inscrit dans une trajectoire de désinflation progressive amorcée



depuis 2022. En dépit de tensions observées dans plusieurs pays de la sous-région, le Bénin a réussi à contenir les hausses de prix, notamment grâce à une bonne performance agricole et à des mesures ciblées en faveur du pouvoir d'achat. D'après la Bceao, la production céréalière a progressé de 6,1 % au cours de la campagne 2024-2025, offrant une meilleure disponibi-

lé des denrées alimentaires. Cette évolution a permis de stabiliser l'offre alimentaire locale, limitant l'exposition du pays aux hausses des prix importés. Si des pressions ont été ressenties durant la période de soudure, en l'occurrence de juin à août 2024, l'arrivée sur les marchés des nouvelles récoltes a permis un rapide rééquilibrage.

Stabilité des

composantes clés

Outre les denrées alimentaires, les prix de l'énergie et du logement sont restés modérés. Le gouvernement a maintenu des dispositifs de subventions ciblées, avec peu d'ajustements des prix des carburants à la pompe. Cela a contribué à contenir les coûts du transport et des loyers. En 2024, la contribution de la composante

énergie à l'inflation globale dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) est restée limitée à 0,3 point de pourcentage, avec une faible incidence au Bénin. De plus, les effets de la hausse des coûts logistiques et du fret international, qui ont marqué l'année 2024 (+153 %), ont été moins sensibles dans l'économie béninoise, notamment grâce à la stabilité du franc CFA et à la résilience du tissu commercial.

Avec cette performance, le Bénin

conforte sa position de bon élève en matière de maîtrise de l'inflation, dans un contexte régional encore fragile. Mais la stabilité reste fragile face aux risques climatiques, aux tensions géopolitiques régionales et aux fluctuations des marchés mondiaux, notamment pour les produits importés comme les engrais, les huiles ou le carburant. Les prochaines campagnes agricoles, la sécurité dans les zones de production et l'évolution des cours mondiaux constituent des déterminants majeurs du niveau des prix.

Prévisions d'inflation pour le Bénin selon les scénarii

- 2024 : 1,2 % (réalisé)
- 2025 : 1,1 % (optimiste), 1,4 % (central), 1,6 % (pessimiste)
- 2026 : 1,2 % (optimiste), 1,8 % (central), 2,5 % (pessimiste)

Source : BCEAO, juin 2025

Gestion publique

Le Gouvernement béninois poursuit ses actions en faveur de l'inclusion des personnes handicapées

Le mardi 15 Juillet 2025, une délégation de la Fédération des Associations des Personnes Handicapées du Bénin conduite par son Président, DOMINGO Nassirou, a reçu des mains des responsables du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, un chèque de cinq millions (5.000.000) Fcfa, représentant la subvention annuelle de l'Etat pour leur fonctionnement au titre de l'année 2025.

Cette remise de chèque intervient alors même que le Ministère s'apprête à décaisser la somme d'environ 50 millions de FCFA, non remboursable, pour accompagner les initiatives entrepreneuriales des personnes handicapées ayant soumis des dossiers. Toujours à l'endroit des personnes handicapées, le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfi-



nance va débloquer très prochainement la somme de 150 millions Fcfa au profit des établissements

inclusifs et 150 autres millions Fcfa à titre de crédit à taux bonifié pour soutenir les artisans entrepre-

neurs handicapés sur toute l'étendue du territoire national. Il faut rappeler que la loi sur la protection et la promotion des personnes handicapées au Bénin, espérée pendant des décennies, a été votée et promulguée sous le régime du Président Patrice TALON avec la prise effective des Décrets d'application et la distribution des cartes d'égalité de chances,

leur conférant plusieurs avantages inédits immédiatement exécutoires. En somme, les personnes handicapées du Bénin oc-

cupent une place de choix dans la mise en œuvre des mesures sociales du Gouvernement TALON.

Source externe



Des réseaux sociaux inactifs = des opportunités perdues !



NE LAISSEZ PAS LES OPPORTUNITÉS PASSER



🌐 | www.goafricaonline.com



Disponible sur
tous supports



TOGO

+228 22 22 23 51



BÉNIN

+229 69 69 04 06



CÔTE D'IVOIRE

+225 27 22 41 04 17



GUINEE

+224 628 53 90 59 | 655 51 00 02



SÉNÉGAL

+221 33 824 50 58